

UE : en finir avec la cacophonie sur la crise migratoire

Les Vingt-Huit se réunissent ce jeudi et vendredi à Bruxelles pour un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement dont la politique migratoire restera le sujet le plus sensible. Après plusieurs semaines de cacophonie, le Conseil européen tentera de s'accorder sur la mise à l'étude de plateformes de débarquement hors Europe des migrants secourus en mer et sur quelques autres mesures visant à dissuader de rejoindre le continent. Le sommet de juin avait été annoncé il y a plusieurs mois comme celui pouvant débloquer la réforme du régime d'asile. Mais sur les sept propositions de la Commission qui composent cette réforme, cinq seulement sont prêtes à être adoptées. C'est que la tension politique s'est accentuée sur le dossier, comme en ont témoigné les crises autour des bateaux de sauvetage Aquarius et Lifeline.

La réforme du système de Dublin et la réforme de la procédure d'asile butent sur le refus de plusieurs pays de jouer la carte de la solidarité alors que le flux migratoire est désormais sans commune mesure (divisé par huit) avec les pics de 2015.

- P. 9 LE SOMMET
- P. 10 & 11 COMPRENDRE LES ENJEUX
- P. 12 & 13 DES ÉDITORIALISTES EUROPÉENS PRENNENT POSITION

SOMMET

C'est un Conseil européen chargé comme rarement qui réunit ces jeudi et vendredi à Bruxelles les 28 chefs d'Etat ou de gouvernement. Chargé par le poids des sujets à l'agenda, mais aussi lesté d'une charge politique et émotionnelle inhabituelle liée au sentiment de crise grave qui guette l'UE. Les opinions publiques et une série de chefs d'Etat ou de gouvernement attendent de cette réunion des décisions claires et nettes qui dissiperaient l'impression ambiante d'indécision : l'Allemande Merkel dont le rétablissement de la confiance dans sa coalition est suspendu au résultat du sommet, l'Italien Conte, sous pression de l'homme fort du gouvernement qu'est Matteo Salvini, Emmanuel Macron qui voulait voir consacrés ses projets de réforme de la zone euro...

La réforme de Dublin, ce n'est pas pour demain

On ne parle quasiment que de cela dans une bonne partie de l'Europe, et ce sera évidemment le sujet majeur du Conseil européen qui débute ce jeudi après-midi : la politique migratoire. Plus concrètement : comment réduire le problème politique que constitue pour l'Italie et les pays méditerranéens l'arrivage de bateaux de naufragés dont plus personne ne veut ; et comment réduire en Autriche et surtout en Allemagne les « mouvements secondaires », c'est-à-dire les déplacements spontanés de migrants à l'intérieur des frontières de la zone Schengen. Accessoirement – on verra plus loin pourquoi accessoirement – les 28 sont censés statuer sur le sort qu'ils réservent aux sept paquets législatifs réformant la politique commune d'asile, dont le fameux règlement de Dublin. En décembre, les 28 s'étaient fixés comme objectif de régler le problème lors de ce sommet-ci.

Selon toutes les indications de diplomates, c'est la nouvelle idée politique des « plateformes de débarquement régionales » qui devrait être au centre des débats au chapitre migration, prévu pour le dîner de jeudi soir. (Le sujet le plus explosif est toujours prévu pour le dîner : les 28 peuvent ainsi en discuter jusqu'au bout de la nuit si nécessaire.) Objectif de ces lieux de débarquement ? Officiellement : réduire les tragédies en mer et briser le business modèle des passeurs. Et officieusement ? Dissuader une fois pour toutes les passeurs comme leurs proies. « Il

suffit qu'on renvoie et débarque dans un centre de ce type quelques bateaux de migrants, et cela ôtera l'envie et les arguments aux passeurs de poursuivre leur business », croyait pouvoir annoncer un diplomate...

Seul problème, que toutes les sources diplomatiques et européennes reconnaissent platelement : « Il nous faut encore étudier les détails opérationnels et légaux de cette idée. Mais il y a deux points de principe : il est hors de question que cela soit perçu comme une manière pour les Européens de se décharger de leur responsabilité, ni que cela contrevienne aux lois internationales et aux conventions des droits humains. » Et puis, de quoi parle-t-on précisément avec ces termes vagues de « plateformes » ? « En tous les cas, on ne parle pas de camps ! », répondait un haut responsable européen. Mais un autre diplomate sortant à peine d'une réunion de haut niveau où il n'avait été question de cela, parlait comme s'il ignorait les consignes, de « camps fermés où l'on assurerait le tri entre vrais réfugiés et migrants économiques ».

Des plateformes de débarquement, mais où ?

Autre question : ces centres de débarquement devraient-ils être situés sur le territoire de l'UE ou hors d'Europe, c'est-à-dire en Afrique ? Les deux conceptions existent, et les 28 comptent aussi en discuter. Entre ceux qui pensent, comme les Hongrois, que ces « hotspots externalisés »

doivent absolument être placés hors d'Europe pour éviter l'appel d'air, d'autres, comme la France et l'Espagne, proposent très formellement d'organiser des centres fermés sur les côtes européennes. Mais on sentait bien, à la veille du sommet, que les discussions portaient beaucoup plus sur la première version que sur la deuxième même si, selon une autre source diplomatique, aucun pays africain n'a encore donné son accord à l'accueil de ces structures aux contours mal définis... La question que ces lieux soient montés avec l'implication du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) et de l'Office international pour les migrations (OIM), deux organisations onusiennes, restait à l'ordre du jour. Mais un responsable européen indiquait que l'OIM était réticente.

Reste la question sur laquelle l'Europe se déchire depuis deux ans : la réforme du règlement de Dublin, qui établit quel pays doit traiter les demandes d'asile (voir page 10-11). Cette réforme bloque complètement sur deux notions : la répartition obligatoire de demandeurs à partir de pays d'arrivée débordés, et la solidarité durable de ces pays de première ligne. Ce règlement fait partie d'un paquet de sept législations censées adapter le cadre européen aux situations migratoires nouvelles. Du côté du président du Conseil européen Donald Tusk – et semble-t-il d'un certain nombre d'États membres – la conviction est faite : mieux vaut ne pas fixer de nouvelle échéance (celle de ce sommet en était une) pour atteindre un compromis impossible sur cette réforme. Ce qui impliquerait, vu que les sept textes se renvoient les uns vers les autres – de mettre l'ensemble de ce travail sur pause... Une proposition qui aurait peut-être l'avantage de faire retomber la tension Est-Ouest sur ce dossier. Mais elle reviendrait à ne pas réformer un système qui ne fonctionne pas. Et rien ne permet de penser que la nouvelle idée des « plateformes de débarquement », qui semble séduire autant de dirigeants, permettra de rapidement résoudre le trafic en Méditerranée, et les errances de migrants à travers l'Europe. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

LE LIFELINE À MALTE

La Belgique accueillera 15 migrants

La Belgique est un des neuf pays qui accueilleront des migrants parmi les quelque 233 réfugiés qui ont pris place à bord du navire humanitaire Lifeline, qui est arrivé mercredi dans le port de La Valette à Malte, a annoncé le Premier ministre Joseph Muscat. L'information a été confirmée sur Twitter par le secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations Theo Francken qui a évoqué un « maximum de quinze personnes ». Neuf pays européens accueilleront les migrants – Malte, l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas et l'Irlande. (b)

diagonale **Au Royaume-Uni, les langues se délient peu à peu sur le Brexit**

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

En public, les dirigeants des grandes entreprises ont longtemps préféré conserver le silence au sujet du Brexit. Probablement de peur de froisser la majorité des Britanniques qui ont voté pour la sortie du pays de l'Union européenne, par crainte également d'être accusés de sabotage par le gouvernement. Mais le prétendu consensus autour du Brexit est en train de voler en éclats.

Depuis quelques jours, les langues se délient. La semaine dernière, Airbus a annoncé qu'il gelait ses investissements en Grande-Bretagne, en attendant que l'horizon s'éclaircisse. Le constructeur européen a pressé le gouvernement de Theresa May de prendre des décisions « durant l'été ». Les constructeurs automobiles installés au Royaume-Uni ont eux aussi tiré la sonnette d'alarme : ils ont demandé à la Première ministre de maintenir « au moins » le pays dans l'union douanière européenne.

Face à ces mises en garde, le gouvernement se cherche une ligne de conduite. Interrogé sur la BBC dimanche, le ministre de la Santé a jugé que les menaces d'Airbus étaient « inappropriées », autrement dit déplacées, voire indécentes. Le lendemain, Downing Street a tenté de corriger le tir en affirmant que les échanges avec les entreprises au sujet du Brexit étaient « cruciaux ». Les dirigeants économiques ont cependant

toutes les raisons d'être inquiets : à un mois de la trêve parlementaire estivale, les contours du Brexit restent à définir.

Les ministres sont censés aplanir leurs différends ce week-end lors d'un séminaire à Chequers à la résidence de villégiature de la Première ministre. Or, les précédents séminaires n'ont pas permis de débloquer la situation et il semble de toute façon trop tard pour étouffer le vent de panique qui souffle sur une partie croissante des milieux économiques et dans le secteur de la santé.

« Le coût d'un désaccord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sera très élevé pour les entreprises et pour les salariés (...) », ont prévenu mercredi la principale organisation patronale du

pays, le CBI, et le Trade Union Congress, la principale centrale syndicale britan-

nique. Les deux organisations demandent au gouvernement de Theresa May et aux Vingt-Sept membres de l'UE « d'accroître le tempo des négociations de manière urgente ».

Les médecins, eux, ont établi leur diagnostic. Réunis en assemblée générale mercredi, les membres de la British Medical Association se sont mis d'accord sur le fait que « le Brexit est mauvais pour la santé ». Ils ont voté en faveur d'un référendum sur le futur accord sur le retrait de l'UE, un mois et demi après un vote similaire des infirmières du Royal College of Nursing. ■

AMANDINE ALEXANDRE

Migration : les clés pour comprendre un sommet crucial

flux

L'Europe fait-elle face à une crise migratoire ?

C'est le grand paradoxe. La migration n'a jamais été un sujet aussi critique au sein d'une l'Union européenne – au point de menacer de la vider de sa substance –, pourtant les chiffres d'arrivées ont rarement été aussi bas. En termes de flux, la « crise » de l'accueil de 2015-2016 est bien révolue avec des volumes d'immigration dix fois moins importants en ce début 2018.

Preuve de l'efficacité d'une politique européenne plus ferme qui doit poursuivre dans cette voie, pour les uns, signe d'une hystérie collective dictée par des agendas nationaux, pour les autres. Qu'en est-il ?

Si la Syrie et l'Irak demeurent les premiers groupes nationaux parmi les arrivées de 2018, essentiellement via la Grèce, le profil des personnes arrivées ces dernières années en Europe a quelque peu évolué à la faveur des mesures prises pour bloquer les routes migratoires. En mars 2016, l'Union européenne ferme la route des Balkans et signe un accord avec la Turquie, qualifiée de pays tiers sûr. Le deal prévoit qu'Ankara reprenne les demandeurs d'asile syriens débarqués depuis ses côtes et se montre un peu plus proactive pour empêcher les départs. L'UE s'engage en contrepartie à réinstaller sur son territoire autant de réfugiés (et à signer un chèque de 3 milliards d'euros destiné à l'accueil des réfugiés en Turquie). Assez peu de Syriens sont finalement renvoyés, en raison de conflits juridiques et de lourdeurs administratives, mais la coopération des garde-côtes turcs s'avère efficace : le nombre de traversées chute drastiquement, passant de 57.000 en fé-

vrier 2016 à un peu plus de 3.500 deux mois plus tard. En amont, la fermeture des frontières des pays frontaliers de la Syrie, écrasés par le point de l'asile fait aussi le jeu de la baisse des arrivées.

Migrants ? Réfugiés ? Des profils plus mixtes

Contrairement à ce qui avait été un temps craint, les organisations internationales ne constatent pas de report vers la voie libyenne. Avec le blocage de la voie grecque, l'Italie devient la principale porte d'entrée de l'Union européenne. Avec des profils de migrants beaucoup plus variés : beaucoup d'Erythréens, dont le taux de reconnaissance du statut de réfugié est très élevé, des Soudanais qui fuient les conflits, mais aussi un grand nombre de Nigériens, de Guinéens, de Bangladaïsi ou, plus récemment, de Tunisiens. Dans ses dernières statistiques, le Haut-Commissariat aux réfugiés relève qu'environ 30 % des personnes arrivées en Italie depuis le début de l'année ont potentiellement besoin de protection internationale (Erythréens, Soudanais, Gambiens...). Les autres, qui ne relèvent pas de la convention de Genève, sont qualifiés de « migrants économiques ». Le concept recouvre en fait un spectre large de situations : des personnes qui font le choix de partir pour tenter leur chance en Europe, plus ou moins bien informées, à celles qui fuient une misère mortifère provoquée par un conflit passé ou des sécheresses à répétition.

Les chiffres des arrivées en Italie sont stables – entre 150.000 et 180.000 personnes par an – depuis 2014. Il n'y a pas

eu de boom lié à un appel d'air présumé qu'aurait provoqué le mouvement de solidarité témoignée fin 2015. En revanche, l'accord passé entre l'Italie et la Libye à l'été 2017 a marqué un brutal coup d'arrêt (moins de 4.000 personnes, contre 23.000 l'année précédente). Depuis le début de l'année 16.450 arrivées ont été recensées, un chiffre remarquablement faible et largement gérable d'un point de vue opérationnel.

Logiquement, le nombre de décès en mer a lui aussi chuté même s'il reste très élevé – 1.063 depuis le début de l'année, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Un récent rapport du HCR souligne une hausse inquiétante de la mortalité des traversées entre la Libye et l'Italie : une chance sur 14 de mourir contre une chance sur 29. Une tendance largement nuancée par l'OIM qui pointe un biais statistique, les reconduites par les garde-côtes libyens et turcs n'étant pas pris en compte. « Il faut aussi considérer les conditions en Libye, nuance Julia Black, coordinatrice du projet « migrants disparus » de l'OIM. Bien que peu de données fiables soient disponibles quant au nombre de décès, l'initiative 4mi (qui collecte des données relatives aux mouvements migratoires, NDLR) évoque de « nombreux » décès qui se sont produits en Libye. Il faut ajouter que les conditions dans les centres de détention en Libye sont présentées par les rapports internationaux comme « souvent épouvantables », avec des migrants qu'on vend comme esclaves. Il est important de garder à l'esprit que les morts en Méditerranée ne sont qu'un aspect du problème. » ■

L.K.

impact

C'est quoi le problème avec Dublin ?

La suppression des frontières intérieures de l'espace Schengen a impliqué que les Etats concèdent une partie de leur souveraineté en acceptant que les règles régissant l'accès à leur territoire soient définies collectivement. En acceptant aussi de faire confiance à leurs voisins pour respecter ces règles. En matière d'asile, le règlement Dublin définit ainsi que c'est le pays de première entrée qui a la responsabilité du dossier d'un demandeur d'asile. Un système qui ne posait pas de problème lorsque le gros des demandes d'asile se faisait dans les aéroports. Les arrivées massives par mer changeant la donne.

Au plus fort des arrivées, en 2015, les pays les plus exposés – Italie, Grèce, Hongrie – ont volontairement laissé filer les migrants à peine débarqués pour qu'ils rejoignent la frontière suivante. Assez logiquement, les demandeurs d'asile recherchent des pays de destination où ils pensent avoir les meilleures chances de construire un avenir : ceux dont l'économie est dynamique, ceux qui ont signifié des gestes d'ouverture, ceux qui sont réputés pour être plus favorables aux demandes (même si les règles sont harmonisées et les instances d'asile indépendantes, les taux de reconnaissances varient en réalité assez fortement d'un Etat à l'autre). Des mouvements secondaires que le jargon migratoire qualifie de « shopping ». L'Union européenne n'a pas tardé à reprendre la main en mettant des moyens humains et matériels pour systématiser l'enregistrement

des migrants à leur débarquement. De leur côté, la plupart des Etats membres se sont appliqués à renvoyer systématiquement un demandeur dont les empreintes apparaissent dans le fichier Eurodac. Avec plus ou moins de succès, selon les protocoles de coopération négociés.

L'échec des relocalisations

Pour l'Italie et la Grèce, c'est le coup de grâce. En 2016, Rome doit reprendre 4.061 demandeurs d'asile ; en 2017, 5.678. La Grèce échappe en grande partie aux reprises jusqu'au début 2018 (un jugement estimait que les standards d'accueil du pays n'étaient jusque-là pas suffisants), mais plus question de les laisser filer. Résultat, le centre de Moria, sur l'île

de Lesbos, censé accueillir les débarqués pour un premier screening et analyser les demandes, est devenu une sorte de camp de concentration où plus de 7.000 personnes s'entassaient dans des conditions sanitaires alarmantes. Bien que des moyens logistiques aient été déployés, l'Italie et la Grèce, les deux portes d'entrée de l'Europe, portent quasi seules le poids de la migration du continent. En guise de compensation, un système exceptionnel de relocalisation a été instauré : les demandeurs d'asile dont la nationalité avait un taux de reconnaissance supérieur à 75 % devaient être redistribués sur le territoire européen. Deux ans plus tard, c'est un semi-échec : mauvaises volontés, lourdeurs administratives, conditions d'éligibilité trop strictes et...

manque de candidats. Au final, moins de 35.000 personnes seront relocalisées sur un projet initial de... 160.000. Scrupuleusement appliqué, le règlement Dublin a aussi alimenté une migration de transit irrégulière. A Calais, Paris ou Bruxelles, des demandeurs d'asile potentiels viennent grossir par défaut les rangs des prétendants à la traversée vers l'Angleterre. Un dossier d'asile en France ou en Belgique serait synonyme de renvoi vers l'Italie, où leurs empreintes ont été enregistrées. Mais ils savent que leur fuite jouera contre eux tant pour l'accès à un centre d'accueil que lors de l'examen de leur demande. Et le discours ambiant dans la péninsule ne se veut, à ce titre, pas rassurant. Par crainte de faire plus que le voisin et afin de faire respecter une forme d'ordre, les responsables politiques s'attachent à appliquer scrupuleusement un règlement qu'ils jugent défaillant. Depuis deux ans, Commission, Parlement et Conseil tentent de réformer le règlement Dublin en inscrivant dans le marbre un système de solidarité sur le modèle des relocalisations qui serait déclenché à partir d'un certain seuil. Mais le projet se heurte à l'opposition du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), désormais rejoint par de nouveaux gouvernements populistes. Irréformable en l'état, Dublin ne serait plus une priorité. L'alternative : étanchéiser pour de bon les frontières et sous-traiter l'asile. ■

recherche

L'expertise en réponse aux dérives

L'initiative part d'un constat : dans la manière de construire aujourd'hui les politiques de migration et d'asile, les résultats de la recherche sont largement ignorés. Hélène Thiollet, Virginie Guiraudon et Camille Schmoll, trois chercheuses françaises, ont pris la plume pour lancer un appel au soutien à la formation d'un groupe international d'experts sur les migrations et l'asile. Plus de 450 scientifiques, dont les Belges Dirk Jacobs (ULB), Marco Martiniello (ULB) et Pascale Vielle (UCL), l'ont déjà signé.

« L'actualité des semaines passées et l'imminence du sommet de ce jeudi ont précipité les discussions entre collègues scientifiques et, plus largement, une prise de conscience », résume Hélène Thiollet, chargée de recherches au CNRS. L'idée : créer un panel d'experts pour « réagir rapidement et dans une perspective scientifique aux dérives de la politique européenne sur les questions migratoires ». Les chercheuses l'affirment, il existe en Europe une communauté scientifique unanimement

convaincue que les résultats de la recherche sont « largement ignorés », de manière volontaire ou par méconnaissance, dans la façon de construire les politiques migratoires. Une forme de déni qui amènerait « de mauvaises politiques », selon le collectif.

« Cet appel, c'est une revendication de cette communauté. On propose de se mettre au service de l'action publique, précise Hélène Thiollet, de montrer que notre compétence et notre expertise professionnelle ont une valeur. » Autrement dit, pas question de prendre la place des politiques mais se mettre à leur service plus directement, de manière collective, « pour informer et orienter » : « Le panel pourrait proposer une certaine forme d'autorité, établir un certain nombre de faits consensuels qui pourraient servir de base à l'action publique », affirme la chercheuse.

L'organisation concrète de ce panel reste encore à définir mais l'appel lancé a été accueilli positivement par l'Imiscoe (réseau de recherche universitaire d'Europe dans le domaine de la migration, de l'intégration et de la cohésion sociale) qui se penchera sur les conditions de faisabilité de l'initiative. Le panel pourrait contourner, selon Hélène Thiollet, les critiques adressées aux discours et recommandations des ONG ou de l'ONU, « parfois perçus comme partisans ou biaisés idéologiquement ». ■

M.BN

réponses

Sous-traiter l'asile ?

Peu importe qu'il n'y ait plus d'urgence opérationnelle à gérer les flux d'arrivée, trouver une solution immédiate et efficace à la gestion de la migration européenne s'est imposé en quelques semaines comme prioritaire. Faute de pouvoir trouver un accord sur le règlement Dublin, dans un contexte politique extrêmement tendu, les responsables européens portent à présent une autre approche : systématiser les accords type UE-Turquie à d'autres pays du pourtour méditerranéen. Concrètement il s'agirait de renvoyer tout ou partie des bateaux secourus en mer vers des « centres » ouverts ou fermés situés en Afrique du Nord. Si la mise en œuvre concrète et légale de cette piste politique est encore floue, le débat sémantique a bien commencé : la Commission préfère le concept de « plateforme de débarquement », tandis que d'autres parlent plus spontanément de « camps ».

Le système permettrait de reprendre le contrôle sur les flux migratoires en faisant venir les réfugiés déjà triés par voie de réinstallation, selon des quotas décidés par les pays européens. Plusieurs propositions sont actuellement sur la table (voir page 9), y compris celle d'avoir des « centres » sur les côtes espagnoles et françaises. Restent à savoir quel système de solidarité serait alors mis sur pied pour redistribuer les réfugiés.

D'un point de vue moral, ces propositions ont soulevé la colère des associations et des ONG qui redoutent que les conditions d'accueil qui attendront les demandeurs d'asile, à la lumière des expériences peu flatteuses de l'Union européenne dans les îles grecques ou dans les camps libyens.

Où s'arrête la responsabilité européenne ?

Est-ce légal ? Si l'effet dissuasif a été immédiat, l'accord UE-Turquie a mis du temps à être réellement opérationnel en raison de réticences des juges grecs à reconnaître le pays comme sûr. Plusieurs fois attaqué, le texte n'a jusqu'à présent jamais été remis en question. Pour des raisons parfois strictement formelles : la Cour de justice de l'Union européenne s'est par exemple prononcée incompétente, s'agissant d'un accord multilatéral entre les pays membres et Ankara non ratifié par le Conseil.

Un groupe de juristes italiens s'attaque par ailleurs à la coopération en place avec les gardes-côtes libyens qui récupèrent désormais nombre d'embarcations (et placent ensuite les migrants dans des centres fermés en Libye). Les avocats interrogent ici les limites de la responsabilité européenne : les obligations de l'Union en matière de droits de l'homme s'arrêtent-elles à son territoire ou s'étendent-elles aux « sous-traitants » quelle forme et équipe (ou qu'un de ses membres forme et équipe) ?

Le projet n'est en tout cas pas rejeté par les agences de l'ONU qui seraient amenées à participer au dispositif. Dans un communiqué rédigé en dernière minute, le Haut-commissariat aux réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations ouvrent la porte au

concept de « plateforme de débarquement » hors UE, porté par Donald Tusk. Sous certaines conditions. La responsabilité doit être partagée des deux côtés de la Méditerranée, insistent HCR et IOM, et pas question de « camps » ou de centres fermés. ■

LORRAINE KIHIL

AUTRES PISTES

Renforcer le contrôle des frontières

Frontex, l'agence de protection des frontières extérieures de l'Europe, a vu son mandat renforcé depuis deux ans. La Commission, soutenue par plusieurs pays européens, plaide pour porter le dispositif à 10.000 gardes-côtes et gardes-frontières - ils étaient moins de 300 en 2014.

Travailler avec les pays d'origine

L'Union européenne a mis sur pied des « cadres de partenariat » pilotes avec cinq pays africains émetteurs ou de transit : le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et l'Éthiopie. L'idée étant de lier plus fortement aide au développement et contrôle migratoire. Pour bénéficier des fonds européens, les pays s'engagent à des accords de réadmission de leurs ressortissants et à œuvrer contre les départs. Une dynamique aussi systématisée dans les relations bilatérales entre pays d'origine et États membres.

Des éditorialistes européens prennent position

PENSÉES

L'Union européenne est en crise. Et « Le Soir » n'est pas le seul journal européen à l'écrire. De l'Italie à la Pologne, les quotidiens de Lena, l'association de journaux dont fait partie « Le Soir », prennent position. Ils confient leurs constats, leurs craintes mais aussi leurs espoirs et leurs doléances. Tous sont d'accord, l'Europe vaut la peine de se battre. Mais où sont les dirigeants européens capables de le faire ?



*Sur
la question de
la migration,*

**France
Dangereuse
fracture**

LE FIGARO

*l'Europe peut
se fracturer
durablement.*

*Et l'on reste
pantois devant
l'inertie de di-
rigeants qui se
lamentent sans
agir en grand*

La longue dérive de l'Aquarius a été une triste allégorie des errances européennes. Où l'on se renvoie les responsabilités, comme de port en port les bateaux. Où le sillage est semé de rendez-vous ratés et de promesses non tenues.

Cela fait des années que la crise migratoire ne cesse de s'aggraver. Trois ans, surtout, depuis la dangereuse décision de Merkel d'ouvrir grand les frontières. Aucun dirigeant européen ne peut dire qu'il n'a rien vu venir. Seulement voilà, ce n'était pas si grave. Le « Club Med » s'énervait, celui d'Europe centrale bougonnait. Mais le bruit retombait vite et la conversation européenne pouvait douillettement reprendre.

Les choses ont changé. En Italie, ce n'est plus un ministre qui peste contre l'isolement de son pays mais un peuple qui a voté. Plus grave, l'affaire ne ressemble pas à un accident périphérique. Au contraire, ce coup de sang est le révélateur d'un mal qui s'est répandu dans tout le corps européen.

Il y avait eu le Brexit, l'entrée en force de l'extrême droite au Bundestag, les ruades d'Europe orientale. Et voilà qu'à côté du Groupe de Visegrad, pointe un nouvel « axe » alpin, réunissant Bavarois, Autrichiens et Italiens. Au point que Merkel se trouve chahutée sur son trône. Un basculement est en train de s'opérer. Sur les migrants, la fronde se structure. Jusqu'ici marginale, elle est en train de devenir centrale.

Sur cette question, l'Europe peut se fracturer durablement. Et l'on reste pantois devant l'inertie de dirigeants qui se lamentent sans agir en grand. Tétanisés, ils se contentent d'inscrire le sujet à l'ordre du jour des sommets ordinaires. Quand la réponse devrait être aussi exceptionnelle que la crise.

Les priorités sont connues. Préserver le droit d'asile pour les vrais réfugiés, s'attaquer avec humanité mais fermeté à la question des migrants économiques et des clandestins, contrôler les frontières de l'UE. Et lancer un ambitieux plan européen de coopération et de développement avec les pays d'Afrique, en amont. Ce sera long, ce sera dur, cela a un coût. Mais il faut des gestes forts. D'urgence. ■

ARNAUD DE LA GRANGE

Italie Une désillusion exploitée par les populismes

la Repubblica

Comme elle est loin l'Europe. En Italie, elle est également loin pour ceux qui aiment l'Union, pour ceux qui ont grandi en voyant Schengen et l'Euro comme une révolution positive, rythmée par l'*Hymne à la joie* de Beethoven. Puis cette ivresse a commencé à s'atténuer lentement et des années plus tard, Bruxelles est apparue comme un nœud bureaucratique, toujours plus centré sur lui-même. Le rêve auquel les Italiens ont cru dès la parution de la prophétie d'Altiero Spinelli et du Manifeste de Ventotene, qui ont été les premiers à théoriser la splendeur d'une Europe unie, s'est teinté de gris.

La monnaie unique et l'immigration

Cette désillusion a été exploitée par les populismes pour construire une image négative de l'UE. Ils ont d'abord attaqué la monnaie unique, faisant fi de la faiblesse de la lire italienne, une devise qui rendait l'économie du pays structurellement instable. Ils ont ensuite pris pour cibles les contraintes imposées par la Commission en matière de dette, des contraintes qui obligeaient Rome à faire face à son monstrueux niveau d'endettement, tout en empêchant de financer son développement pour réagir à la crise la plus grave de l'histoire. Enfin, ils se sont concentrés sur la question de l'immigration, celle qui mine aujourd'hui les fondements de l'UE : une cible facile, car elle joue sur les peurs des classes moyennes appauvries et sur le sentiment d'insécurité collectif.

Et ces populismes ne viennent pas que de droite. Même la gauche, qui avait jusque-là toujours soutenu le projet européen avec les mouvements catholiques, a adopté une vision négative de l'UE. Mais ce sont le Mouvement 5 Étoiles de Beppe Grillo et la Ligue du Nord qui ont fait de l'Europe l'ennemi numéro 1. « *D'abord les Italiens* » est devenu un slogan gagnant, qui combine réponse à l'immigration et refus des contraintes pesant sur les dépenses publiques et l'endettement.

En moins d'un mois, le gouvernement Conte, expression d'une coalition inédite entre la Ligue et le M5S, a présenté l'Allemagne et la France comme des ennemis :

le minuscule État de Malte est devenu le symbole d'une Europe égoïste, uniquement disposée à préserver ses intérêts personnels. En quelques semaines, une bataille navale a été déclenchée en mer Méditerranée, une bataille dans le cadre de laquelle tout bateau secourant des migrants devient une affaire d'État, avec des ministres qui proclament leur victoire sur Twitter à chaque fois qu'une embarcation s'éloigne des ports siciliens, qui ont pourtant déjà accueilli des centaines de milliers de malheureux ayant fui l'Afrique.

De graves erreurs

Il ne fait aucun doute que l'Union et ses institutions ont commis de graves erreurs. Ainsi, ils ne se sont pas préoccupés de la situation qui s'est créée depuis 2013 à la frontière méridionale de l'UE. Frontière que l'éclatement de la Libye a transformée en tremplin de départ pour un exode sans précédent. Depuis lors, l'Italie s'est chargée de l'accueil de ces réfugiés sans compter sur une aide concrète de Bruxelles, alors que la Turquie d'Erdogan, quant à elle, a pu profiter d'une importante mobilisation économique. Les intérêts nationaux, en particulier ceux des Français, à l'égard de la Libye et du Niger sont apparus plus importants que la nécessité d'affronter les causes de l'exode de façon unie. Tout comme la fermeture des frontières alpines et le blocage de tout investissement. Cela a mis à mal la confiance des Italiens dans la capacité de l'UE à mettre en place des solutions.

Vu depuis Rome, la situation est vraiment préoccupante. Le gouvernement ne jouit pas d'une opposition crédible au sein du pays et semble appelé à poursuivre sa stratégie de diabolisation de l'UE. Au sein de la majorité parlementaire, qui, d'après les sondages, semble se renforcer au sein du pays, on observe des tentations plus radicales, du désir d'abolition de l'Euro à celui de faire sauter toute contrainte pesant sur les dépenses. Et surtout, rien n'indique que la tendance pourrait bientôt s'inverser.

Tout le continent fait face à une crise qui pourrait détruire des décennies d'efforts en un rien de temps, effaçant les fondements de résultats péniblement atteints. Mais où sont les dirigeants capables de sauver l'Europe du désastre ? ■

GIANLUCA DI FEDO

Allemagne Une graine dans la tourmente

DIE WELT

L'Europe doit trouver une voie commune. Si, depuis une dizaine d'années, ce chemin est plutôt cahoteux, nous parvenons malgré tout à avancer. Quand les choses ont commencé à patiner, la panique, l'insécurité, la nostalgie de la vieille Europe des États nationaux ont fait leur apparition. Et cette nostalgie perdure. C'est pourtant un erreur, tout autant que la croyance naïve en la création d'États-Unis d'Europe. Si, par temps d'orage et d'incertitude, l'on cherche à se barricader du doute par des plans d'approfondissement encore plus radicaux, l'on pousse les plus perdus dans les bras des amers idéologues anti-européens.

Et pourtant, dans cette période de tourment, certaines évolutions méritent d'être relevées. Face à l'ouragan de crises, ces dernières années, une petite graine a poussé progressivement et s'est renforcée : le sentiment, la conscience que nous sommes des « Européens ». Nous nous intéressons davantage à la politique intérieure hongroise qu'aux propositions de notre ministre-président sur la sécurité routière, nous connaissons les partis d'opposition français et les leaders des partis protestataires espagnols, nous connaissons l'exécédent primaire de la Grèce au trimestre précédent et discutons de la politique migratoire des Danois. L'union et le renforcement de l'Europe ont bien lieu, mais moins dans les institutions et les cercles politiques que dans l'esprit de ses citoyens. Le lien commun de la monnaie mêle désormais nos destins. Les frontières ténues en matière de politique fiscale et de politique budgétaire ont depuis longtemps dépassé le simple sauvetage de l'euro. De plus en plus, on se concentre sur le tout. L'ensemble de la politique. L'Europe peut et doit avoir un avenir si elle repose sur une base démocratique formée par une foule de citoyens éclairés et audacieux. Et ils sont de plus en plus nombreux.

Pour nous, journalistes, cela signifie que nous ne parlerons jamais assez d'Europe. La crise de l'euro a été suivie par la crise des réfugiés, et c'est dans l'œil du cyclone que nous nous sommes rendu compte à quel point, en Europe, nous dépendions les uns des autres. Que fait le jeune chancelier autrichien ? Que prévoit le nouveau ministre de l'Intérieur italien ? Que fait la Hongrie et comment avance l'Espagne ? Je me souviens

de mes premières années de journalisme, à l'époque où la politique internationale était une branche marginale et noble dans un monde bipolaire totalement statique. Cette époque est révolue : l'Europe est désormais perçue comme dynamique, intéressante, mais aussi exigeante et menaçante.

Un important agenda

Pendant longtemps, l'Europe a été une sorte d'éluébation pour les écrivains politiques idéalistes et les débats agités du dimanche midi. Désormais, l'Europe est une chose qui peut nous coûter et nous coûtera vraisemblablement cher à tous. Le climat vacille particulièrement en Allemagne, mais ce chancellement ne pousse pas les Allemands à se replier sur eux-mêmes et à se sentir « plus Allemands », mais plutôt à s'ouvrir davantage à l'international. Même l'extrême droite sait que, aussi paradoxal que cela puisse paraître, sans perspective européenne, il ne pourrait pas y avoir de structure anti-européenne.

Aujourd'hui, le plus important semble de se mettre d'accord sur l'agenda. Après la gestion de la crise des réfugiés, la priorité doit être donnée à la préparation de l'avenir.

Les eurosceptiques aiment répéter que la prétendue identité européenne n'existe pas. Ces derniers jours nous ont montré à quel point cette affirmation est fautive. Par ailleurs, il n'y a aucune contradiction à être un Européen fier, un Allemand patriote, et – surtout – passionnément Franconien. Les identités sont également plus complexes qu'aimeraient l'admettre les apôtres de la simplification. La Seconde Guerre mondiale a débouché sur une nouvelle époque totalement opposée. Seule la mémoire des millions de morts et de blessés pouvait faire naître un ordre pacifique aussi stable et bénéfique que celui que nous connaissons aujourd'hui en Europe. Avec des miracles extraordinaires comme l'amitié entre Allemands et Polonais, Allemands et Français, Allemands et Israéliens. Aujourd'hui, ce n'est donc pas la peur qui devrait s'emparer de nous, mais une joie infinie de découvrir l'avenir. Actuellement, l'Europe parle trop d'immigration, et trop peu de perspectives économiques. Si, l'année prochaine, la conjoncture vacille, la situation deviendra réellement inconfortable. D'ici là, l'Europe devrait définir ses ambitions davantage sur le plan économique que sur le plan moral. Il est de notre responsabilité de veiller à ce que cette crise ne nous déchire pas. ■

ULF POSCHARDT

Pologne Europe, ne laisse pas tomber la démocratie

gazeta

L'Union européenne est comme un creuset dans lequel, chaque jour, et surtout lors des sommets, les intérêts particuliers de ses États se mélangent. Leurs dirigeants vont à Bruxelles pour « défendre leur cause », c'est-à-dire obtenir un maximum d'avantages et un minimum d'obligations pour leur pays. La rhétorique belliqueuse est notamment pratiquée par les représentants du gouvernement issus du parti Droit et Justice (PiS), qui se rendent aux sommets européens en va-t-en-guerre : « ils se battent » pour obtenir le budget le plus élevé possible pour la Pologne et pour que cette terre chrétienne ne soit pas, à Dieu ne plaise, foulée par ne serait-ce qu'un réfugié.

Si solidarité européenne il y a, c'est avec la Pologne et son gouvernement national-populiste, car la Pologne, elle, n'a plus besoin d'être solidaire avec l'Europe. Voilà le sens donné aujourd'hui au mot « solidarité » dans un pays qui a vu naître le mouvement Solidarité mené par Lech Walesa, un pays qui a initié la chute du communisme en Europe.

Le parti de Jaroslaw Kaczynski a un rapport purement cynique et mercantile à l'Union européenne. Il méprise les valeurs européennes inscrites dans le Traité de Lisbonne. Il méprise la démocratie libérale, l'indépendance des tribunaux, les libertés civiles, les droits de l'homme, le principe de séparation et d'équilibre des pouvoirs.

Depuis près de trois ans, ces principes sont tous enfreints en Pologne de façon perverse, malgré les mouvements de protestation de rue de nombreux Polonais et de l'opposition. Pour le parti PiS, l'Union européenne n'est pas la communauté de valeurs démocratiques qu'avaient imaginée ses pères fondateurs chrétiens – Monnet, De Gasperi, Schuman. Pour le PiS, l'Union est une communauté du portefeuille, un distributeur automatique de billets ou un champ de bataille sur lequel on s'empare de butins.

La question fondamentale reste de savoir si la Commission, et en particulier Jean-Claude Juncker, partagent en substance la vision européenne de Jaroslaw

Kaczynski ?

La Commission européenne est déjà lasse de la Pologne et est disposée à trouver un arrangement avec le gouvernement PiS – le gouvernement de Varsovie fera semblant d'accorder des concessions, par exemple sur la question de la politisation des tribunaux, tandis que Jean-Claude Juncker, lui, fera semblant d'y croire. Certes, il y a tant d'autres problèmes majeurs à régler, comme le Brexit, la zone euro, les réfugiés – on ne va pas encore s'occuper de cette pauvre Pologne. La lenteur de la Commission, sa réticence à prendre des mesures plus draconiennes au nom de la défense de l'État de droit à Varsovie est peut-être le signe que Jean-Claude Juncker considère que ni les Polonais, ni les Hongrois, ni aucun autre pays de l'ancien bloc communiste ne méritent la démocratie et les efforts de la communauté occidentale.

C'est un raisonnement délétère car, en réalité, il ne s'agit plus ici de la Pologne et de la Hongrie. Il y va de l'avenir de toute l'Union européenne. Si la Commission renonce aux normes démocratiques en Pologne et en Hongrie (qui vient d'adopter des lois racistes et antichrétiennes), alors d'autres pays de l'Union suivront les traces de leur populisme nationaliste et antidémocratique. Si ce n'est pas la Bulgarie, alors peut-être la Tchèque, la Slovaquie ou l'Italie ? La Commission continuera-t-elle alors à faire comme si de rien n'était ? L'Europe sera-t-elle encore l'Europe ?

Il y a trois semaines, l'ancien président polonais Lech Walesa, dans une déclaration intitulée « *Il n'y a pas de liberté sans État de droit* », a appelé la Commission à saisir la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg pour dénoncer la loi qui, à partir du 3 juillet prochain, prévoit une grande purge parmi les juges de la Cour suprême polonaise et qui assujettit cette dernière à l'autorité politique du ministre de la Justice. Walesa a raison, car la Cour de justice de l'Union européenne est aujourd'hui le Tribunal constitutionnel polonais, puisque le parti de Kaczynski a pris le contrôle de ce dernier et l'a politisé. Le système juridique de l'Union européenne fait partie du système juridique polonais, ce que nous avons pu constater quand la CJUE a ordonné la suspension des abattages d'arbres dans la forêt de Bialowieza.

Walesa a été re-

joint par d'autres anciens présidents (Kwasniewski et Komorowski), Premiers ministres, ministres des Affaires étrangères et ambassadeurs. La pétition adressée au président de la Commission européenne a été signée par plus de cent vingt organi-

sations non gouvernementales, des acteurs culturels (dont Agnieszka Holland et Pawel Pawlikowski) ainsi que par seize mille citoyens. La propagande du gouvernement qui suinte tous les jours des médias publics accuse toutes ces personnes de trahir et de dénoncer la Pologne. Cette contribution, publiée par *Le Soir*, partenaire de *Gazeta Wyborcza*, sera certainement considérée comme une délation. Je m'en lave les mains.

Si l'Europe entend rester une communauté de démocrates, alors, au lieu de tenir des discours exaltés mais vides, elle doit passer aux actes et appliquer les principes en vigueur dans l'Union européenne à tous les membres du club qui y sont entrés de plein gré et ont apposé leur signature au contrat. C'est bien Lech Kaczynski qui a négocié et signé le Traité de Lisbonne au nom de la Pologne.

La prise de contrôle de la Cour suprême polonaise par le parti au pouvoir verrouille le système d'oppression politique en Pologne. Tout opposant à Kaczynski pourra être condamné par les tribunaux qui sont désormais à sa botte. La Commission européenne devrait suivre la recommandation de trois anciens présidents polonais et saisir immédiatement la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg !

Europe, il n'est pas encore trop tard. ■
JAROSLAW KURSKI

Si la Commission renonce aux normes démocratiques en Pologne et en Hongrie, alors d'autres pays suivront

Suisse Migration, la course aux idées radicales

TagesAnzeiger

Les États européens peuvent-ils s'entendre sur les questions d'asile et d'immigration? Quelles sont les chances d'empêcher la montée des individualismes nationaux qui pourraient signer la fin de l'UE? Tout devrait être clarifié lors du sommet de l'UE qui se tiendra cette semaine. Car il y a beaucoup en jeu.

Jean-Claude Juncker a convié les États membres à une réunion de crise dimanche passé. Tous ne l'ont pas vu d'un très bon œil. Après tout, c'est au président du Conseil européen, Donald Tusk, qu'il revient d'organiser les rencontres entre chefs d'État et de gouvernement. Les activités parallèles menées au sein du quartier européen bruxellois montrent que même à la tête de l'UE, on ne poursuit plus forcément les mêmes objectifs. Le Polonais Donald Tusk s'est clairement rangé du côté des Européens de l'Est, qui misent sur le repli.

Aider Angela Merkel

L'invitation de Jean-Claude Juncker s'adressait officiellement à tous les pays souhaitant travailler à une solution européenne. Cependant, tout le monde sait que le président de la Commission européenne a organisé ce mini-sommet pour aider sa collègue de parti Angela Merkel à sortir de son borbier. À l'origine, on avait annoncé la réunion d'un groupe de huit avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Grèce. Finalement, seize chefs d'État et de gouvernement ont fait le déplacement. Seuls les Européens de l'Est et les Baltes ne se sont pas sentis concernés ou n'ont pas voulu participer au sauvetage d'Angela Merkel.

La chancelière allemande, en revanche, doit rapidement présenter quelque chose si elle ne veut pas que son ministre de l'Intérieur et partenaire de coalition de la CSU bavaroise Horst Seehofer fasse cavalier seul à la frontière germano-autrichienne.

Lors de ce mini-sommet, il a été question de l'adoption d'accords bilatéraux capables d'empêcher les demandeurs d'asile de poursuivre leur voyage entre les États membres. Dans le langage bureaucratique, on parle de «*mécanisme de reprise commun et flexible à proximité des frontières intérieures*». Concrètement, il s'agit de camps dans lesquels les demandeurs d'asile et les migrants seraient retenus, contrôlés et ensuite livrés à l'Autriche par les autorités allemandes. On

encourage également la mise en place de contrôles de police à proximité des arrêts de bus, des gares ainsi que des aéroports.

Risque d'effet domino

Si les propositions se font de plus en plus radicales, elles semblent également insuffisamment mûries. On ne voit donc pas pourquoi l'Italie ou la Grèce, par exemple, viendraient en aide à Angela Merkel et contribueraient à l'aggravation de la situation. Si l'Allemagne expulse les demandeurs d'asile vers l'Autriche, l'Autriche pourrait avoir envie de faire de même vers l'Italie. Ce que le gouvernement de Rome risquerait à son tour de ne pas accepter, car tous les migrants et demandeurs d'asile se concentreraient alors en Italie. Il ne suffira pas à Angela Merkel de laisser entrevoir une plus grosse somme d'argent à ses collègues de Rome.

C'est comme si on assistait actuellement à une course aux idées les plus radicales. Ainsi, lors du sommet de ce jeudi, le président du Conseil européen

Donald Tusk souhaite proposer la mise en place de plateformes de débarquement. Cet euphémisme désigne des camps situés en dehors de l'UE, sur le territoire d'États d'Afrique du Nord. Sur place devrait s'opérer une première distinction entre migrants économiques et demandeurs d'asile espérant obtenir un statut de protection ou de réfugié. Si cette idée a déjà fait l'objet de plusieurs discussions, elle a toujours été rejetée en raison de considérations juridiques et pratiques. Les camps risqueraient d'agir comme des aimants et pourraient justement déstabiliser les pays voisins au sein desquels l'UE s'efforce d'apporter une certaine stabilité.

En outre, Donald Tusk souhaite déjà faire passer le personnel mobilisable de Frontex, l'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, à 10.000 personnes d'ici deux ans. Ce n'est pas une mauvaise idée, mais cela alimente l'illusion selon laquelle il suffit de disposer d'effectifs suffisants pour fermer les frontières extérieures. Et cela ne fonctionnera pas à la frontière maritime située en Méditerranée. On ne peut pas installer de clôtures sur place. Des bateaux chargés de migrants continueront à prendre la mer, tout comme les Européens continueront de les sauver et de les ramener à terre. La question de la répartition internationale des efforts se posera également, tout du moins tant que la Convention relative au statut des réfugiés et le droit maritime international seront respectés.

Il n'en reste que les Européens discutent déjà de l'adoption de mesures qui avaient encore été jugées inhumaines et illégales il y a peu. On se passerait bien de cette course aux idées radicales. Car l'UE risque ainsi de mettre ses valeurs en danger. L'UE devrait continuer à suivre le chemin qu'elle a suivi depuis l'apogée de la crise des réfugiés, en 2015. Les efforts déployés ces dernières années n'ont pas été vains. Le nombre de demandeurs d'asile a diminué de plus de la moitié depuis l'année record. L'engagement de l'UE en Afrique et son accord avec la Turquie fonctionnent bien. Il n'existe pas de remède miracle, de solution parfaite d'un point de vue moral. À l'instar de la Suisse ou des Pays-Bas, les États de l'UE devraient accélérer massivement leur procédure

d'asile. L'UE pourrait en outre se servir de sa politique de visas comme levier pour inciter les pays à reprendre leurs citoyens. Elle devrait retenir prisonniers les migrants sans perspective d'asile jusqu'à leur reconduite à la frontière et accueillir davantage de réfugiés en provenance de camps Nord ou du Proche-

d'Afrique du Orient.

Le sommet de l'UE de ce jeudi devrait en outre permettre d'achever la réforme du règlement de Dublin (voir pages 10-11), actuellement bloquée à cause du litige idéologique né de l'élan de solidarité qui s'est créé autour de l'accueil de migrants. Cette réforme permettrait de combler plusieurs des déficits résultant des accords bilatéraux conclus à travers le monde. Cependant, à cette fin, tous les acteurs concernés devraient être prêts à adopter des solutions pragmatiques et à faire des compromis. Ce qui risque de ne pas être du goût du nouvel axe populiste s'étendant entre Budapest et Rome, car il a besoin de boucs émissaires et d'une radicalisation des concepts pour asseoir sa suprématie en Europe.

On ne peut pas installer de clôtures en Méditerranée. ■

STEPHAN ISRAEL

Les Européens discutent de mesures qui avaient été jugées inhumaines et illégales il y a peu